



N°1271

20 décembre 2024

au 16 janvier 2025



## Focus

### Replay Webinaire 3/7 - La psyché - Couleurs adolescence

CNFPT, 09/01/2025, 170 mn

<https://cnfpt-formation.adobeconnect.com/pvjeb5x7d154/>

Troisième d'une série de sept, ce webinaire aborde les questions suivantes :

- Qu'est-ce qui se joue sur le plan psycho-affectif et psycho-social à l'adolescence ?
- En quoi cette étape décisive de développement influe-t-elle sur les comportements des jeunes (construction identitaire, socialisation secondaire, autonomie/dépendance) ?
- Quels sont les besoins des jeunes pour traverser cette période ?
- Quel(s) impact(s) des réseaux sociaux sur la construction identitaire des adolescents ?

<https://padlet.com/berangereguillet/couleurs-adolescence-ov2v4lo7m6ki81dl>

### Chat GPT ne fera pas le café : Notre fonction publique à l'épreuve de l'intelligence artificielle /

Fonction Publique du 21e Siècle, 01/2025, 52 p.

<https://fp21.fr/wp-content/uploads/2025/01/Livre-Blanc-FP21-IA-2025.pdf>

Suite à une mission diplomatique en décembre 2022 à Québec et Montréal, avec le partenariat de la DGAFP, de la DiNum et le soutien du Consulat général du Québec, FP21 a souhaité se pencher sur cette question de l'intelligence artificielle à l'épreuve du management public, à moins qu'aujourd'hui, ce ne soit bientôt le management public qui ne soit à l'épreuve de l'intelligence artificielle. . .



## Veille sectorielle

Action éducative/Sport - Action internationale/Europe

Aménagement et développement des territoires

Culture - Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats Publics

Economie - Emploi/Formation - Finances publiques/Gestion locale

Fonction publique/Statut - Information/Communication/TIC

Management/Ressources humaines

Outre-Mer - Sciences Humaines/Société - Sécurité civile et publique

Services techniques et transitions écologiques

Social/Santé



*On vous signale une expérience*

## Action éducative/Restauration scolaire/Sport

### Fracture territoriale : "La ruralité, ce n'est pas "l'amour est dans le pré"" / BOUCHET Antoine

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 18-19

Entretien avec Salomé Berlioux, fondatrice et directrice générale de Rura (ex-Chemins d'avenir), et Félix Assouly, directeur du plaidoyer et de l'influence à Rura

### Transition écologique : Les écodélégués, moteurs des initiatives écologiques en milieu scolaire

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 40-41

<https://www.lagazettedescommunes.com/962673/les-ecodelegues-moteurs-des-initiatives>

#### POURQUOI ?

Création de nichoirs dans la cour, incitation aux mobilités douces. . .

Le Prix de l'action écodéléguée soutient des projets en faveur de l'environnement dans les écoles.

#### POUR QUI ?

Les élèves du CM1 au lycée peuvent prétendre au statut d'écodélégué, encadrés par la communauté éducative dans la réalisation des initiatives.

#### COMMENT ?

A la croisée des politiques d'éducation et d'environnement, des collectivités mettent leurs ressources naturelles, humaines au profit des établissements scolaires.

### École, démocratie et citoyenneté : finalités et modalités / VALLAUD BELKACEM Najat

Futuribles, 01/2025, n° 464, p. 41-53

<https://shs.cairn.info/revue-futuribles-2025-1-page-41?lang=fr&tab=resume>

Dans la foulée des articles sur les questions d'éducation publiés dans les deux précédents numéros de la revue, Futuribles prolonge les réflexions sur ce sujet en ouvrant ses colonnes à l'ancienne ministre française de l'Éducation, Najat Vallaud-Belkacem. Face à l'incapacité du système éducatif à endiguer l'échec scolaire et à relancer l'ascenseur social, celle-ci déplore la valse des annonces en matière de réformes éducatives, sans que jamais l'on prenne un temps suffisant pour évaluer correctement les besoins sur le terrain et les effets des réformes antérieures. Or, lorsque l'on prend ce temps, on constate qu'un certain nombre d'outils et de pratiques mis en place depuis une dizaine d'années ont démontré leur efficacité et permis, là où ils étaient expérimentés, de corriger certains dysfonctionnements, qu'il s'agisse d'inégalités sociales, de mixité sociale, de sensibilisation à la citoyenneté, d'intégration des défis écologiques. . . Najat Vallaud-Belkacem revient sur ces pistes susceptibles de répondre à un certain nombre d'enjeux d'avenir pour l'éducation des jeunes Français, et d'améliorer à la fois leurs compétences et la cohésion de la société à laquelle ils appartiennent.

### Éducation à la sexualité : ce que disent vraiment les programmes scolaires

TheConversation.com, 11/12/2024

<https://theconversation.com/education-a-la-sexualite-ce-que-disent-vraiment-les-programmes>

Les nouveaux programmes d'éducation à la vie affective et sexuelle, en attente de publication, font l'objet en cette fin 2024 de contestations et d'une campagne de désinformation. Mais en quoi consistent-ils vraiment ? Retour sur l'histoire de cet enseignement pour mieux en comprendre les enjeux à travers trois questions.

<https://www.vie-publique.fr/eclairage/296527-education-la-sexualite-des-eleves-chronologie>

### Jeux olympiques 2024 : des réussites. . . et maintenant ?

Pouvoirs locaux, 12/2024, n° 126, p. 37-61

Au sommaire :

- "Les jeux relèvent du soft power et la France a su en tirer parti". Entretien avec Patrick Clastres
- L'héritage olympique : vers une nouvelle définition ? par Alain Bourdin
- Les politiques sportives territoriales peuvent-elles évoluer ? par Michel Koebel
- Paris 2024 : héritage olympique ou illusion durable ? par Alexandre Morteau
- "A travers les Jeux, nous avons fait bien plus que célébrer le sport" par Stéphane Troussel

[Retour sommaire](#)

**La pratique du sport dans l'espace public au prisme de l'inclusion des femmes - [Etude] / INET**  
Promotion Aubertine Auclert, SOURDEAU Manon, LARDILLEUX Remi, MARIN HEUBRAY Séverine,  
DOT Arnaud

CNFPT, 12/2024, 32 p

[https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2024-06/INET\\_Etude-Sport\\_BD-1.pdf](https://inet.cnfpt.fr/sites/default/files/2024-06/INET_Etude-Sport_BD-1.pdf)

Cette étude a été réalisée par quatre élèves membres du groupe thématique « sport » au sein de l'Institut National des Études Territoriales (INET). Elle est née à la fois d'une volonté de mettre en avant les politiques sportives au sein des collectivités territoriales et d'un engagement en faveur de l'accès au sport pour toutes et tous. Durant une année, nous avons rencontré une trentaine de collectivités de tous les échelons (régions, départements, communes, intercommunalités), que ce soient des directions des sports ou des directions en lien avec l'égalité entre les femmes et les hommes. Nous sommes également allés à la rencontre des opérateurs privés lors du salon des sports en décembre 2023 et nous avons souhaité interroger les usagers et les usagers à travers la mise en place d'un questionnaire. Le sport est un formidable outil en faveur de la cohésion sociale, de la santé publique et de l'insertion. L'année 2024 est une année particulière pour la France et pour les politiques sportives. C'est pourquoi nous espérons, avec cette étude, apporter modestement des pistes de réflexion aux collectivités afin de favoriser la pratique sportive des filles et des femmes dans l'espace public.

## Action internationale/Europe

### **En Allemagne, collectivités et citoyens main dans la main contre les extrêmes**

lettreducadre.fr, 02/01/2025

<https://www.lettreducadre.fr/article/en-allemande-collectivites-et-citoyens-main-dans-la-main->

En Saxe, la société civile se mobilise pour contrer la montée en puissance des extrêmes. Au centre de cette démarche : la construction à plusieurs acteurs de solutions durables. L'éducation en est un élément central.

## Aménagement et développement des territoires

### **Le stationnement payant, levier de la transition écologique**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 32-34

<https://www.lagazettedescommunes.com/964641/le-stationnement-payant>

POURQUOI ?

Accroître le stationnement payant permet de générer des recettes, réaffectées à d'autres solutions de mobilité, et de récupérer de l'espace public de surface.

POUR QUI ?

Des résidents aux automobilistes de passage, la refonte du stationnement payant touche tous les publics.

COMMENT ?

Les collectivités territoriales ciblent désormais plus finement leurs tarifs de stationnement et les zones payantes.

### **Le Réseau vélo et marche, nouvelle « voix unique » des collectivités pour les mobilités actives**

Maire-info.com, 10/01/2025

<https://www.maire-info.com/mobilite-durable/le-reseau-velo-marche-nouvelle-voix-unique>

Les deux principales associations faisant la promotion du vélo et de la marche, le Club des villes cyclables et Vélo & territoires, ont fusionné, donnant naissance au Réseau vélo et marches. Avec pour première revendication le rétablissement du Plan vélo.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Transport : Le covoiturage sur la bonne voie [Dossier]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 26-31

<https://www.lagazettedescommunes.com/963649/le-covoiturage-sur-la-bonne-voie>

#### - Incitation

Depuis la loi d'orientation des mobilités de 2019, les autorités organisatrices de la mobilité peuvent soutenir financièrement le covoiturage via des aides directes aux usagers. Ainsi, 139 campagnes d'incitation financière sont en cours.

#### - Infrastructures

Le soutien public local passe aussi par la mise en œuvre d'infrastructures dédiées. Au-delà des désormais traditionnelles aires de covoiturage, les collectivités lancent des lignes à haut niveau de service et des voies réservées.

#### - Financement

Face aux contraintes budgétaires, la région des Pays de la Loire a stoppé sa politique incitative fin 2024, quand d'autres préservent ces dépenses. Le Groupement des autorités responsables du transport souhaite une réforme du versement mobilité.

### **Aménagement : Mutualisé, réversible. . . le bâtiment a plusieurs vies**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 34

- Pourquoi ? L'intensification et la réversibilité des usages d'un bâtiment permettent de limiter la consommation foncière et de faire des économies à long terme sur les investissements immobiliers;

- Pour qui ? Toutes les collectivités peuvent s'emparer du sujet, en revenant sur les besoins fondamentaux du service à rendre au public et en travaillant avec les partenaires.

- Comment ? Une cartographie du patrimoine immobilier et un nouvel outil sont à disposition des collectivités pour établir un diagnostic d'intensité d'usage : l'Intensi'Score.

### **Clément Gaillard : « Que veut-on pour la ville ? De l'esthétique, oui, mais qui résiste aux enjeux climatiques »**

lettreducadre.fr, 05/12/2024

[https://www.lettreducadre.fr/article/clement-gaillard.54838?utm\\_source=newsletter](https://www.lettreducadre.fr/article/clement-gaillard.54838?utm_source=newsletter)

Pour Clément Gaillard, urbaniste et designer, il faut revenir à un mode d'habitat cohérent avec le climat local, plutôt que de céder à l'uniformisation et à l'esthétique.

### **Serm : des chargés de mission au travail**

Techni.cités, 12/2024, n° 378, p. 60-61

Des chargés de mission travaillent sur les vingt-quatre services express régionaux métropolitains labellisés. En région pour la coordination, les lignes et itinéraires, et dans les intercommunalités pour défendre l'intérêt de celles-ci. Généralistes, il leur faut néanmoins une connaissance fine du territoire.

### **Centres anciens : nouveaux enjeux ! Attractivité - Adaptation - Avenir (Congrès national Sites & Cités remarquables de France) - [Dossier]**

Urbanisme, 12/2024, n° Hors-série 80, 62 p.

Le Congrès national de l'association Sites & Cités remarquables de France, qui s'est déroulé les 13 et 14 juin 2024 à Angers (Maine-et-Loire), a exploré deux thématiques lors de deux grandes plénières et onze ateliers : « Vers une nouvelle attractivité des centres anciens ? » et « Les centres anciens à l'aune de la sobriété foncière : une chance à saisir, à quelles conditions ? ».

Parallèlement à la restitution des débats du congrès, ce hors-série propose 21 reportages et focus, sur autant de territoires, afin d'exposer les actions concrètes qu'ils ont choisi de mener pour gagner en attractivité et s'adapter aux enjeux du changement climatique.

<https://www.urbanisme.fr/dossier/centres-anciens-nouveaux-enjeux-attractivite->

### **Cultiver les arbres fruitiers en ville (9 conseils pour)**

Techni.cités, 12/2024, n° 378, p. 42-43

Vergers urbains, conservatoires, stations fruitières, jardins familiaux ou partagés, etc. Les arbres fruitiers prennent de plus en plus part à l'espace public. Plante&Cit  et ses partenaires ont publié un guide présentant les facteurs de réussite d'un projet de paysage comestible en ville

<https://www.ressources.plante-et-cite.fr/>

[Retour sommaire](#)

## **Les maires peuvent-ils encore construire ?**

Franceculture.fr, 20/11/2024

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-question-du-jour/les-maires->

Les maires se réunissent en ce moment dans le cadre de leur congrès annuel, et les normes de construction liées à la loi ZAN font l'objet de discussions. Trois ans après son adoption, celle-ci entrave-t-elle réellement les maires dans leur capacité à construire, à développer leur territoire ?

## **Les mobilités urbaines et le droit administratif [Dossier]**

Revue française de droit administratif, 11/2024, n° 6, p. 1015-1077

Colloque organisé le 14 juin 2024 par l'Université de Paris I Panthéon-Sorbonne (Institut de recherche juridique de la Sorbonne) sous la direction d'Isabelle Hasquenoph.

Au sommaire :

- La mobilité, idée administrative par François Blanc
- La place des mobilités urbaines dans la construction du droit administratif par Isabelle Hasquenoph
- Mobilités urbaines et service public par Fanny Tarlet
- L'usager "passager" par Gweltaz Eveillard
- L'utilisateur des nouvelles mobilités urbaines par Marie Cirotteau
- Mobilités urbaines et opérateurs privés par Ferdi Youta
- Mobilités urbaines et opérateurs publics par Pierre Levallois
- Mobilités urbaines et autorités administratives par Jean-Baptiste Guyonnet
- Mobilités urbaines et police administrative par Olivier Renaudie
- Mobilités urbaines et propriété publique par Christophe Roux

## **Les tiers-lieux : de nouveaux horizons pour la ruralité ? [Dossier]**

Horizons publics, 09/2024, n° Hors série, p. 1-59

Au sommaire :

État des lieux : quelles nouvelles réalités pour les campagnes ?

- Quand les milieux ruraux étaient et demeurent, des tiers-lieux qui ne disent pas leur nom, propos recueillis par Franck Beau

- Quand la crise politique et démocratique entre en scène : doléances et tiers-lieux, un mariage de raison ?, par Fabrice Dalongeville

Le rôle des tiers-lieux dans le développement des territoires ruraux

- Ruralité, spécificités ou cas limites ? Une lecture territoriale des tiers-lieux en campagne, par Maud Picart

- Accompagner et encourager l'innovation dans les territoires : le cas d'El Capitan et de la Coop des territoires, par Lucille Fontaine

- Vieillir vivant : un labo pour repenser les lieux et déstigmatiser le grand âge, par Éléonore Paul  
Ce que les campagnes font aux tiers-lieux ?

- Construire avec le déjà-là : tiers-lieux et rapports de force sur les territoires, par Tom Hebrard

- La Grange par Bouillon Cube : repenser les imaginaires de la ruralité, par Éléonore Paul

- L'Atelier Paysan, Familles Rurales et Maisons familiales rurales : dialogue à distance avec le mouvement tiers-lieux, propos recueillis par Léa Tramontin

Ils l'ont fait : paroles d'élus et d'agents publics

- Remettre le tiers-lieu au milieu du village, par Stéphanie Chemla

- À Billom, un élu volontaire pour régénérer le patrimoine communal, propos recueillis par Arnaud Idelon

- Point de vue d'agents : retours d'expérience sur des dynamiques tiers-lieux, propos recueillis par Léa Tramontin

- Faire tiers-lieu à Lormes : penser en archipel, propos recueillis par Arnaud Idelon

[↩ Retour sommaire](#)

## Culture

### **Les bibliothèques vont-elles se transformer en bric-à-brac ?**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 12-13

<https://www.lagazettedescommunes.com/963507/les-bibliotheques-vont-elles-se-transformer>

La diversification des activités dans les bibliothèques ne cesse de s'accélérer. Mais la responsabilité des professionnels reste de préserver la spécificité de leurs équipements.



### **Spectacle vivant : Des comédiens font leur cirque à la bibliothèque**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 39

<https://www.lagazettedescommunes.com/962133/des-comediens-font-leur-cirque->

Mêlant jeux et arts numériques, une représentation circassienne a été accueillie dans quatre établissements.

### **Dans les musées, la difficile mission de management**

Lemonde.fr, 22/12/2024

<https://www.lemonde.fr/culture/article/2024/12/22/dans-les-musees-la-difficile-mission->

Le milieu de l'art n'est pas à l'abri du burn-out ou du harcèlement moral, comme en témoignent plusieurs cas récents qui ont secoué différentes institutions.

### **Angers : Patrimoine et nature sont indissociables**

Urbanisme, 12/2024, n° Hors-série 80, p. 40-41

La célèbre "douceur angevine" est en réalité le fruit d'un long travail de préservation et de réflexion sur le lien entre patrimoine et nature, entamé il y a près de quarante ans. En s'appuyant sur les différents labels, la Ville d'Angers développe des outils destinés à améliorer le cadre de vie de ses habitants.

## Droit public/Citoyenneté/Institutions/Collectivités territoriales/Achats publics



### **Citoyenneté : Un espace "égalité" tord le cou aux discriminations**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 35

Strasbourg (collectivité européenne d'Alsace) 290 600 hab.

C'est dans un lieu unique en France qu'enfants et jeunes se familiarisent à l'égalité des droits et des chances via des ateliers.

### **Marchés publics (2/4) : Formalisation de la procédure des "petits lots" / MICHON Jérôme**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 48-50

- Liberté

L'acheteur peut conclure directement avec une entreprise autant de « petits lots » qu'il souhaite, en dessous de 40 000 euros HT.

- Dérogation

Les « petits lots » sont envisageables si au moins 80 % d'une famille homogène ou opération de travaux sont en procédure formalisée.

- Identification

Ce sont des marchés, supposant en principe une numérotation et contractualisation, mais pouvant être parfois verbaux.

[↩ Retour sommaire](#)

## **Démocratie locale : En Suisse, les femmes consultées sur leur usage de l'espace public**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 36-37

[https://www.lagazettedescommunes.com/962130/en-suisse-les-femmes-consultees-](https://www.lagazettedescommunes.com/962130/en-suisse-les-femmes-consultees)

### **POURQUOI ?**

Une enquête réalisée en 2021 pour comprendre comment les femmes utilisent et conçoivent les espaces publics a révélé des problèmes d'accessibilité et d'égalité.

### **POUR QUI ?**

Les femmes de la ville ont été interrogées sur leur appréhension des espaces publics afin d'identifier leurs besoins spécifiques et de formuler des recommandations.

### **COMMENT ?**

La parole a été donnée aux femmes à travers des soirées d'échanges, mais aussi en organisant plusieurs marches exploratoires à travers différents espaces de la commune.

## **2025 : un bon cru pour les communes nouvelles !**

Maire-info.com, 06/01/2025

<https://www.maire-info.com/communes-nouvelles/2025-un-bon-cru-pour-les>

En 2024, 46 communes nouvelles ont été créées, dont l'existence a officiellement pris effet au 1er janvier 2025. C'est le chiffre le plus important depuis 2018. Dans l'attente des chiffres officiels de l'Insee, on peut désormais estimer le nombre de communes en France, aujourd'hui, autour de 34 870.

## **Populations de référence : les chiffres pour 2025**

Vie-publique.fr, 02/01/2025

<https://www.vie-publique.fr/en-bref/296689-populations-de-reference-les-chiffres-pour-2025>

Chaque année, l'Institut national de la statistique et des études économiques (Insee) publie les chiffres de la population française, commune par commune. Le 19 décembre 2024, l'Insee a publié les chiffres des populations de référence 2022. Les chiffres de l'Insee sur les populations de référence au 1er janvier 2022 entrent en vigueur le 1er janvier 2025. Ils ont pour date de référence statistique le 1er janvier 2022. Ces chiffres doivent néanmoins encore être authentifiés par un décret publié au Journal officiel.

## **Les SEMOP, 10 ans après leur création : bilan et perspectives juridiques**

Contrats publics : l'Actualité de la commande et des Contrats publics, 12/2024, n° 259, p. 15-52

Au sommaire :

- La SEMOP, outil juridique et récit politique
- L'élu administrateur
- La collectivité actionnaire de la SEMOP : risques et enjeux
- SEMOP : coquille vide ou pleine ?
- La SEMOP : organisme de droit public
- Les SEMOP à caractère spécial
- Incidence de la SEMOP dans la passation des contrats à conclure

## **Coopérer : existe-t-il un modèle breton ? / LEBLONG MASCLET Gwenaél**

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 12/2024, n° 12, p. 675-678

Vu de la Réunion, le modèle institutionnel breton inspire par sa dimension coopérative. À l'heure où la démocratie locale se doit de se réinventer, où les approches multiscales sont questionnées quant à leur efficacité, y aurait-il, quelque part entre le Mont-Saint-Michel et la pointe du Raz, une spécificité bretonne ? Mieux qu'ailleurs ou différemment, les élus, les collectivités, les acteurs socioprofessionnels sauraient-ils tirer profit de leur coopération ?

[Retour sommaire](#)

## Economie

### **Transition écologique : une opportunité pour l'industrie ? [Dossier]**

Servir, 11/2024, n° 533, p. 8-65

<https://shs.cairn.info/revue-servir?lang=fr>

"Dans ce dossier, nous abordons les défis qui sont devant nous pour rendre compatible la réindustrialisation, indispensable pour assurer la souveraineté de notre pays, avec nos objectifs de décarbonation. Cette réindustrialisation, pour être verte, devra s'appuyer sur des technologies sobres et favoriser un changement d'échelle de l'économie circulaire, pour gérer au mieux les ressources rares et réduire les impacts environnementaux. Ce que nous rappellent la plupart des auteurs, et, sous forme de conclusion, Nadine Levratto." Editio de Isabelle Saurat

## Emploi/Formation

### **Les métiers verts à la recherche de leur modèle**

Inffo formation (L'), 01/01/2025, n° 1089, p. 28-29

Pour guider leurs actions et leur communication sur les métiers verts, pouvoirs publics, employeurs et partenaires sociaux disposent de modèles créés par des économistes. Ceux exposés lors d'un colloque organisé le 3 décembre 2024 par la Dares identifient des compétences vertes et soulignent certains déficits d'attractivité de ces métiers. Replay et présentations du colloque disponible sur le site de la Dares.

<https://dares.travail-emploi.gouv.fr/evenement/quelles-perspectives-pour-une-transition->

### **La Sécurité sociale innove avec un projet de formation par la réalité virtuelle**

Inffo formation (L'), 01/01/2025, n° 1089, p. 26-27

La Sécurité sociale soutient un projet de recherche-action pour utiliser la réalité virtuelle dans la formation de ses agents d'accueil. Le prototype de formation développé par Les Mines Paris PSL, SNCF Réseau et l'Institut 4.10 a permis de valider l'intérêt de cette technologie. Mais des améliorations sont nécessaires pour le déployer à grande échelle.

### **Formation et émancipation : un éclairage avec les "types idéaux" d'empowerment**

Inffo formation (L'), 01/01/2025, n° 1089, p. 24-25

Le pouvoir transformateur de l'empowerment se retrouve dans le rôle émancipateur que peut avoir la formation professionnelle. De quelle nature est cette émancipation ? Éclairage avec les trois "types idéaux" d'empowerment identifiés par deux chercheuses, en sociologie et urbanisme, et en économie.

### **Un guide de "45 prompts ChatGPT à utiliser dans la formation professionnelle" / IDREMEAU, 04/12/2024**

<https://latelierduformateur.fr/un-guide-de-45-prompts-chatgpt-a-utiliser-dans-la-formation>

A destination des professionnels de la formation, ce guide de 14 pages est proposé en téléchargement gratuit par le GARF (groupement des acteurs et responsables de formation) et Comundi, organisme de formation professionnelle

7 thèmes ont été retenus pour la rédaction de prompts :

Construction du parcours de formation

Création de contenus et supports pédagogiques

Gestion et organisation administrative

Mesurer les impacts de la formation

Gestion des apprenants et maintien de l'engagement apprenant

Gestion des talents et des compétences

Choisir les prestataires et partenaires de formations inter-entreprises

[Retour sommaire](#)

## Financement de l'apprentissage par le CNFPT en 2025 : un calendrier à anticiper

Info formation (L'), 13/12/2024

<https://www.centre-info.fr/site-droit-formation/actualites-droit/financement-de-lapprentissage->

L'année 2025 approche, les employeurs territoriaux et leurs principaux CFA anticipent déjà leurs recrutements d'apprentis et la possibilité d'un accompagnement financier par le CNFPT. Le calendrier 2025 se précise, certains éléments pourraient être complétés.

## L'université de Lille lance une série de podcasts sur la pédagogie / Université de Lille, 10/2024

<https://soundcloud.com/dapi-universite-de-lille>

Cette première saison du podcast TULIP (Transformation à l'Université de Lille en Innovation Pédagogique) démarre sur une collection autour de la ludopédagogie.

Vous trouverez 10 épisodes pour casser certaines idées reçues sur l'utilisation du jeu dans l'enseignement supérieur et en faire un allié pour les apprentissages.

Si vous vous posez des questions sur l'utilisation du jeu dans votre enseignement ou que vous pensez que le jeu « c'est trop compliqué à faire », alors vous êtes sur le bon podcast !

Des enseignants-chercheurs et enseignantes-chercheuses vous apportent leur expérience et expertise pour « démêler » le vrai du faux.

TULIP, Transformation à l'Université de Lille en Innovation Pédagogique, est un podcast proposé par la Direction d'Appui à la Pédagogie et l'Innovation (DAPI).

## Finances publiques/Gestion locale

### Protection fonctionnelle et responsabilité financière des gestionnaires publics (RGP ; RFGP) : le voile se lève. Un tout petit peu. Prudence et assurances restent de mise

Blog.landot-avocats.net, 13/01/2025

<https://blog.landot-avocats.net/2025/01/13/protection-fonctionnelle-et-responsabilite-financiere->

Élus et agents publics bénéficient « d'une protection organisée par la collectivité publique », qui s'applique quand ils sont victimes ou quand ils sont poursuivis, non sans quelques limites. La problématique de l'octroi, ou non, de cette protection fonctionnelle s'avère aussi spécifique qu'incertaine en matière de responsabilité financière unifiée des gestionnaires publics (RGP) que sont les ordonnateurs (y compris, parfois, des cadres relativement bas dans la hiérarchie) et les comptables publics.

Bonne nouvelle : une avancée dans le sens de la reconnaissance de la protection fonctionnelle a été accomplie par une ordonnance du juge des référés du TA de Paris.

Mauvaise nouvelle : les services centraux de l'État, de leur côté, font évoluer leur doctrine en sens inverse. . . une position qu'en référé, un cabinet d'avocats a attaqué, ce que le juge des référés du Conseil d'État a rejeté faute, selon lui, d'urgence.

Mais voici que la fin de 2024 obscurcit plus encore les chances de ceux qui défendent le recours à la protection fonctionnelle, indirectement en raison d'une position du Conseil constitutionnel et, directement, en raison d'une position du juge des référés du TA de Lille qui, sur ce point, est contraire à la position de son homologue parisien. Sauf que de son côté le TA de Bastia prenait, au fond, une décision plus proche de celle du juge des référés du TA de Paris.

In fine, prudence et assurances restent de mise, d'autant que quelques sous-distinctions importantes sont, en ce domaine, à opérer.

### Faute de loi de finances, quelle situation budgétaire et fiscale pour les collectivités ? [VIDEO] / LANDOT Eric

blog.landot-avocats.net, 13/01/2025, 9 mn 23

<https://blog.landot-avocats.net/2025/01/13/faute-de-loi-de-finances-quelle-situation-budgetaire>

A bien été votée, in extremis. . . et de profondis, la « loi de finances de fin de gestion pour 2024 » (n° 2024-1167 du 6 décembre 2024). Mais la chute du Gouvernement, en décembre 2024, conduit à ne pas avoir de loi de finances en bonne et due forme.

Une « loi spéciale » a été adoptée avant que d'être publiée au JO du 21 décembre 2024. Oui mais qu'en retenir concrètement, pour les finances locales ?

Présentation du contexte par Eric Landot.

Suivie d'une interview de M. Luc Alain Vervisch, Directeur des études et de la recherche La Banque Postale

[↩ Retour sommaire](#)



### **Prix de l'innovation Club finances-Afigese (5/5) : Grâce à un e-parapheur, la culture budgétaire devient commune, simplifiée et plus rapide**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 39

<https://www.lagazettedescommunes.com/963574/grace-a-un-e-parapheur-la-culture-budgetaire>

Saint-Lô (Manche) 250 agents - 19 400 hab.

L'outil Cofi fluidifie les modifications budgétaires, tout en permettant un meilleur suivi sur l'année.

### **Modes de gestion : Le modèle des entreprises publiques locales, une bonne carte en restauration scolaire**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 36-37

POURQUOI ? Des collectivités créent une entreprise publique locale pour reprendre la main sur la production des repas des cantines scolaires et s'associer à d'autres afin d'investir.

POUR QUI ? A condition d'être au moins deux, toutes les collectivités et intercommunalités peuvent être actionnaires d'une ou de plusieurs entreprises publiques locales.

COMMENT ? Trois modes de gestion sont possibles : la société d'économie mixte (SEM), la société d'économie mixte à opération unique (Semop) et la société publique locale (SPL).

### **Le D.O.B. en instantané - Édition spéciale**

Labanquepostale.com, 09/01/2025

<https://www.labanquepostale.com/newsroom-publications/etudes/etudes-finances-locales>

Chaque année, pour accompagner les collectivités locales dans une étape essentielle de leur cycle budgétaire, La Banque Postale publie une analyse de la loi de finances de l'année.

En raison du décalage du calendrier législatif et budgétaire, nous publions une édition spéciale contenant :

- Des graphiques et tableaux sur la conjoncture économique et les finances publiques
- Un rappel du contexte budgétaire
- Les éléments de la loi spéciale et du décret intéressant les collectivités locales
- Des informations pour construire votre budget indépendamment du vote d'une loi de finances
- Un rappel des principales dispositions contenues dans le PLF et amendées par le Sénat.

Enfin, nouveauté cette année, vous trouverez un lien vers notre outil cartographique pour visualiser les données budgétaires 2023 des communes et des informations utiles pour le calcul des dotations (population, revenu par habitant).

<https://www.banquedesterritoires.fr/loi-speciale-decret-services-votes-attente-dune-loi->

### **Relations financières entre l'Etat et les collectivités locales : 4 chantiers à [r]ouvrir pour sortir de l'impasse / DELPECH Claire**

Tnova.fr, 23/12/2024

<https://tnova.fr/economie-social/territoires-metropoles/relations-financieres-entre-letat->

Mises en cause cet automne dans le débat sur l'ampleur inattendue du déficit public, les collectivités locales sont-elles responsables de ce dérapage ? Pour comprendre la part qu'elles prennent à la situation des finances publiques, il faut d'abord revenir sur les évolutions des relations entre l'Etat et ces collectivités locales. Un sujet complexe et souvent mal traité qu'il devient urgent de clarifier. La remise en chantier de la loi de finances en janvier 2025 offre une opportunité pour repenser ces relations essentielles.

### **Les délégations de gestion de services publics locaux [Rapport]**

Cour des comptes, 18/12/2024, 138 p

<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2024-12/20241219-Delegations-de-gestion->

En s'appuyant notamment sur les contrôles effectués par les chambres régionales des comptes, la Cour a examiné les conditions dans lesquelles les collectivités territoriales et leurs groupements délèguent la gestion de services publics locaux à des entreprises privées.

La Cour propose un ensemble de mesures afin que le choix du mode de gestion des services publics locaux soit dûment éclairé, qu'en cas de délégation de gestion à une entreprise privée l'appel à la concurrence soit effectif, qu'une négociation approfondie ait lieu avec les entreprises candidates et que la relation avec l'entreprise délégataire retenue soit équilibrée du début jusqu'à la fin du contrat de délégation.

- Au sommaire :
- La délégation, l'un des modes de gestion des services publics locaux
  - Des relations avec les entreprises parfois déséquilibrées au détriment des collectivités
  - Favoriser une maîtrise accrue des délégations de service public par les collectivités

[Retour sommaire](#)

**L'intégration fiscale des intercommunalités** / LEFORESTIER Guillaume, DE LAPASSE Benoit,  
Département des études et des statistiques locales - DGCL  
Bulletin d'information statistique de la DGCL, 12/2024, n° 191  
[https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2024/BIS\\_191\\_CIF.pdf](https://www.collectivites-locales.gouv.fr/files/Accueil/DESL/2024/BIS_191_CIF.pdf)

L'intégration fiscale des EPCI à fiscalité propre et de leurs communes a progressé entre 2018 et 2024. Pour la moitié des blocs communaux, plus de 40 % des recettes de fiscalité de ce bloc sont destinées au niveau de l'intercommunalité à fiscalité propre, soit un coefficient d'intégration fiscale supérieur à 0,40. Globalement, les métropoles et les communautés urbaines (CU) sont plus intégrées que les communautés d'agglomération (CA), les communautés de communes (CC) étant les moins intégrées. Pour ces deux derniers types de groupements, l'intégration fiscale décroît avec la taille de la population, alors même que le nombre de compétences exercées par le groupement intercommunal augmente. Pour autant, dans une même tranche de taille, les groupements de communes à fiscalité propre les plus intégrés exercent plus de compétences et ont plus de dépenses, notamment dans l'enseignement, la culture et la sphère santé/social. Dans les blocs communaux les plus intégrés, les dépenses de fonctionnement par habitant sont plus faibles, le taux d'épargne brut un peu plus favorable et le taux d'équipement plus important. Dans chaque tranche de taille, plus une communauté de communes est intégrée, plus sa dette par habitant est faible.

## Fonction publique/Statut

### **Le cadre d'emplois des sages-femmes territoriales (Dix questions)**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 24-25

- Concours : Les sages-femmes territoriales sont recrutées après inscription sur une liste d'aptitude établie à l'issue d'un concours comportant une seule épreuve orale d'admission.
- Epreuve : L'unique épreuve orale d'admission consiste en un entretien, ayant pour point de départ un exposé du candidat sur sa formation et son projet professionnel.
- Encadrement : Les fonctions d'encadrement sont exercées par les sages-femmes hors classe, nommées après huit années minimum de services effectifs dans leur grade.

### **Fonction publique territoriale : les premiers axes de travail de Laurent Marcangeli**

Localtis.info, 08/01/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/fonction-publique-territoriale-les-premiers-axes->

S'exprimant ce 8 janvier 2025 devant les membres du Conseil supérieur de la fonction publique territoriale (CSFPT), Laurent Marcangeli, ministre chargé de la fonction publique, a précisé sa méthode de travail, faite "d'écoute" et de "respect". Et il a dévoilé de premières pistes de travail autour de l'attractivité de la fonction publique et de la simplification du travail des agents.

### **Fonction publique territoriale : les textes parus durant la trêve des confiseurs**

Localtis.info, 06/01/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/fonction-publique-territoriale-les-textes-parus->

Plusieurs textes réglementaires relatifs à la gestion des ressources humaines territoriales ont été publiés au tournant de l'année. L'un d'eux étend la possibilité de bénéficier d'un temps partiel à de nombreux agents territoriaux. Deux autres apportent des précisions et modifications aux règles de calcul des pensions de retraite.

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050873550>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050823063>

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000050935358>

### **La protection sociale complémentaire à petits pas**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 6-8

<https://www.lagazettedescommunes.com/962571/la-protection-sociale-complementaire-a-petits-pas>

Depuis le premier janvier, les employeurs territoriaux doivent participer financièrement au contrat de prévoyance de leurs agents. Une disposition masquée par la non-transposition dans la loi de l'accord de juillet 2023, qui introduisait une réforme ambitieuse de la protection sociale complémentaire (PSC).

[☞ Retour sommaire](#)

### **Les agents momentanément privés d'emploi (Dix questions)**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 24-25

<https://www.lagazettedescommunes.com/62304/les-agents-momentanement-privés>

#### - Surnombre

En cas d'impossibilité de reclasser un agent dont l'emploi est supprimé, celui-ci est maintenu en surnombre pendant un an.

#### - Prise en charge

Passé un délai de un an durant lequel il est placé en surnombre, l'intéressé est pris en charge par le centre de gestion ou le CNFPT, selon son cadre d'emplois.

#### -Projet personnalisé

Depuis la loi du 9 août 2019, il est obligatoire d'élaborer, dans les trois mois suivant le début de la prise en charge du fonctionnaire, un projet personnalisé.

### **Concours : Le recours à la visioconférence est désormais possible**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 46-47

<https://www.lagazettedescommunes.com/962417/concours-le-recours-a-la-visioconference>

#### - Candidats à distance :

Depuis le 1er octobre 2024, les employeurs territoriaux peuvent recourir à la visioconférence pour les entretiens et les épreuves orales de certains concours et examens.

#### - Délibération :

En application du décret n°2024-759 du 7 juillet 2024 et de l'arrêté du 8 juillet 2024, les jurys, comités et commissions de sélection peuvent également avoir recours à la visioconférence.

#### - Employeurs :

Les employeurs doivent néanmoins garantir l'identification des personnes participant à distance, la confidentialité et la transmission continue et simultanée des échanges.

### **Qui veut encore devenir fonctionnaire ? / BARASZ Johanna**

France culture, 11/12/2024, 8 mn

<https://www.radiofrance.fr/franceculture/podcasts/la-question-du-jour/qui-veut-encore->

Selon un rapport paru cette semaine, l'écart entre le nombre de postes ouverts dans la fonction publique et le nombre de candidats se creuse depuis plusieurs années, signe d'une crise structurelle de la fonction publique. Comment expliquer la baisse d'attractivité de ces carrières ?

### **RIFSEEP : attention ça bouge encore !**

lettreducadre.fr, 10/12/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/rifseep-attention-ca-bouge-encore.54844>

La question du maintien du régime indemnitaire des agents publics en cas d'absence pour maladie a fait l'objet d'une évolution importante le 1er septembre dernier. Depuis cette date, les agents de l'État en congé de longue maladie ou de grave maladie bénéficie du maintien de leurs primes et indemnités à hauteur de 33% la première année et 60% les deux années suivantes. Retour sur ces nouvelles règles et leur incidence pour les collectivités et leurs agents.

### **Emplois fonctionnels : Les conséquences de la décharge de fonctions**

Informations administratives et juridiques (Les), 12/2024, n° 12, p. 2-17

La décision de l'employeur territorial de mettre fin à l'occupation d'un emploi fonctionnel est assortie de garanties pour l'agent concerné. Plusieurs dispositifs dérogatoires visant à compenser la précarité de ce type d'emplois organisent ainsi la poursuite de la carrière des fonctionnaires ou leur sortie de la fonction publique. Les agents contractuels, qui ne relèvent pas d'un grade, bénéficient quant à eux des garanties de droit commun liées à la perte d'emplois.

### **L'accident de trajet : Conditions et procédure de reconnaissance**

Informations administratives et juridiques (Les), 12/2024, n° 12, p. 18-28

Tout agent public peut être victime d'un accident de trajet à caractère professionnel. Lorsque l'accident se produit sur le parcours habituel entre son lieu de travail et sa résidence ou son lieu de restauration, durant la durée normale pour effectuer le trajet, il peut être considéré comme imputable au service et ouvrir droit à une protection statutaire spécifique. Dans tous les cas, le lien entre l'accident et le service doit être démontré.

[↩ Retour sommaire](#)

**Responsabilité et mise en cause personnelle des agents publics : Points de vigilance et recommandations** / MELLA Elisabeth, BABUSIAUX Christian, MONDON Denis  
Pouvoirs locaux, 12/2024, n° 126, p. 67-83

Dans la situation actuelle de notre pays, la recherche d'une efficacité accrue de l'action publique est majeure. Elle doit conduire à réformer résolument et, au-delà de réformes ciblées, viser des évolutions plus globales et transversales, structurées par des principes fondamentaux, au premier rang desquels le principe de responsabilité. Le mot de responsabilité a une double dimension : liberté et autonomie pour agir de la manière la plus adaptée, d'une part, et répondre de l'action menée, d'autre part. Sur le second registre, deux réformes ont été menées ou annoncées dans la période récente : une refonte et une affirmation plus forte de la responsabilité financière des gestionnaires publics d'une part, l'annonce d'un maniement plus actif des procédures disciplinaires et du licenciement pour insuffisance professionnelle qui pourrait faire l'objet d'un prochain projet de loi, d'autre part. Encore faut-il que le nouveau système soit à la fois cohérent, lisible, juste - en premier lieu, par le respect des droits de la défense des agents mis en cause- et puisse, dans le même temps, concourir effectivement à l'objectif d'efficacité. En examinant point par point les procédures existantes, le Cercle de la Réforme de l'État a constaté que les règles et pratiques actuelles ne sont pas pleinement à la hauteur des ambitions affirmées et il a listé les points de vigilance. À travers la note intégralement publiée ci-après, le Cercle estime indispensable de procéder à un ensemble de réformes du cadre juridique et d'évolutions des pratiques.

## Information/Communication/TIC

**La Suite numérique** / Gouvernement, Direction Interministérielle du Numérique, 2025, consulté le 13/01/2025

<https://lasuite.numerique.gouv.fr/>

Créer, partager, collaborer au sein de la sphère publique.

La Suite numérique est une suite d'outils disponible sur téléphones, tablettes et ordinateurs

La Suite est un projet en construction, certaines de ses applications sont encore en phase de test, mais d'autres sont déjà utilisées par des centaines de milliers d'agents et toujours plus chaque jour !

Découvrez les applications stars de La Suite.

### **Regards croisés sur l'impact de l'IA générative**

ADEME Magazine, 01/2025

<https://infos.ademe.fr/magazine-janvier-2025/regards-croises-sur-limpact-de-lia-generative/>

Depuis l'arrivée de ChatGPT, fin 2022, les IA génératives s'invitent partout. Elles servent à trouver des idées, synthétiser des textes, composer des menus, occuper les enfants. . . Et cela finit par avoir un impact environnemental colossal, s'inquiètent les experts Cédric Villani et Julia Meyer.

**Les « trucs et astuces futés » des communicants numériques réunis dans un livre blanc / CAP'COM, 19/12/2024**

<https://www.cap-com.org/actualit%C3%A9s/les-trucs-et-astuces-futes-des-communicants>

Ce livre blanc compile le travail de 222 professionnels venus « hacker la #compublique » au Lab le 14 juin 2024. En ateliers de coproduction (plénières, fablabs, idéathons, speed testings, mur de collaboration, podcast, expérimentations), ils ont remis à plat leurs pratiques et exploré collectivement de nouvelles pistes sur tous les sujets essentiels de la compublique.

Le résultat : 76 pages d'idées, d'astuces et de trucs autour de cinq axes :

- faire collectif,
- faire sens,
- faire ensemble,
- faire web
- faire communauté

[🔍 Retour sommaire](#)

### **Fin du cuivre en en 2030 : un calendrier impossible à tenir ?**

Techni.cités, 12/2024, n° 378, p. 12-13

Plus de 160 communes rurales seront coupées du réseau cuivre fin janvier 2025. Bien peu par rapport à l'objectif d'Orange de liquider le réseau historique à l'horizon 2030. Environ 30 % des foyers utilisent toujours leur prise T e ce sont les élus locaux qui courent la campagne pour convaincre.

### **A l'âge de l'IA, faut-il briser nos machines ?**

Sciences humaines, 12/2024, n° 374, p. 36-41

Au 19ème siècle, des ouvriers sabotaient les métiers à tisser qu'ils accusaient de détruire leurs emplois. Aujourd'hui, les "néo-luddites" brisent leur smartphone à coup de marteau. Pour dénoncer l'emprise des technologies, mais aussi pour interroger ce que serait une technique émancipatrice.

### **L'exode informationnel / BOULONNE Sébastien, GAULT Guenaelle, MEDIONI David**

Fondation Jean Jaurès

Arte, 12/2024, 30 p.

<https://www.jean-jaures.org/publication/lexode-informationnel/>

Les Français sont des millions à fuir un écosystème médiatique saturé d'informations répétitives, anxiogènes et conflictuelles. Ce rejet du système informationnel dans son ensemble ressort très nettement de la deuxième vague de l'enquête sur la fatigue informationnelle : on y observe cet exode progressif, momentané ou plus pérenne, et qui pose un problème démocratique, dans la mesure où l'information est censée contribuer à l'émancipation de chacun. Plus que jamais, il devient donc nécessaire d'explorer des pistes pour réengager les citoyens dans un rapport plus sain, plus constructif avec l'information.

### **Dédramatiser et restaurer la confiance - Une analyse sémantique du discours du dirigeant lors d'une communication de crise / DE VILLARTAY Sophie, DE VITTORIS Raphaël, BERGER-REMY Fabienne**

Revue française de gestion, 11/2024, n° 319, p. 43-64

À l'ère des réseaux sociaux et dans des contextes instables, les entreprises sont de plus en plus exposées aux crises de réputation, exigeant des stratégies de communication adaptées. Dans ce cadre, lorsqu'une crise survient et qu'elle est sévère, le dirigeant est amené à prendre la parole. Cette recherche analyse cinq discours de deux dirigeants confrontés à des crises, en s'appuyant sur une analyse sémantique via Tropes. Elle révèle une structure discursive en deux étapes : dédramatisation, puis restauration de la confiance. Les implications managériales pour la gestion interne et externe des crises sont discutées.

## **Management/Ressources humaines**

### **Attractivité - Fidéliser les agents : les recettes qui marchent**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 20-22

<https://www.lagazettedescommunes.com/963579/fideliser-les-agents>

Sur un marché de l'emploi en tension, donner envie aux agents de rester dans la collectivité en misant sur leur qualité de vie au travail et la considération de leur activité complète les efforts menés en matière d'attractivité.

### **Les nouvelles priorités de vie des jeunes diplômés**

Monde (Le), 08/01/2025, n° 24889, p. 16

<https://www.lemonde.fr/campus/article/2025/01/07/si-on-me-disait-de-revenir-ce-serait->

Grâce au télétravail, de jeunes actifs ont choisi d'habiter très loin du bureau et refusent tout retour sur cet acquis.

[☞ Retour sommaire](#)



### **Risques professionnels : une sollicitation sans contrainte en faveur de la sécurité**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 23

<https://www.lagazettedescommunes.com/962816/une-sollicitation-sans-contrainte-en-faveur>

CDG Loiret - Défis, dessins, pins. . . les agents ont proposé des pistes ludiques pour faciliter le respect des règles de sécurité.

### **Entretien professionnel : opération dépoussiérage**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 20-22

<https://www.lagazettedescommunes.com/962467/entretien-professionnel-operation-depoussierage/>

Malgré son caractère obligatoire, l'entretien professionnel annuel peine encore à se frayer un chemin des directions de services aux pôles des ressources humaines. Mais, entre concertation collective, dématérialisation et nouveaux items, il commence à évoluer.

### **Service public : Les émotions au coeur des politiques locales [Dossier]**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 28-33

<https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/les-emotions-au-coeur-des-politiques-locales/>

- Mine d'or :

Réactions affectives, souvent brèves et intenses, les émotions qui nous traversent au cours d'une journée guident nos comportements. Elles deviennent alors une mine d'or à exploiter pour qui veut bien s'y intéresser.

- Leviers d'amélioration :

Les collectivités sont de plus en plus nombreuses à prendre conscience du potentiel des émotions et à les utiliser comme levier pour améliorer le service public à travers les sciences comportementales et le design des services publics.

- Cercle vertueux :

Les agents ne doivent pas être oubliés par leur employeur.

La prise en compte de leurs émotions peut être à l'origine d'un cercle vertueux : un service public rendu par un agent heureux aura de grandes chances de faire un usager heureux.



### **Une bande dessinée pour mettre en valeur les métiers de la territoriale**

Lettre du cadre territorial (La), 01/2025, n° 584, p. 60

Le centre de gestion de Haute-Savoie a lancé un support graphique scénarisé à destination des jeunes publics, Objectif : les convaincre de rejoindre les collectivités.

<https://www.cdg74.fr/outils-pedagogiques/>

### **Le manager peut-il être pote avec ses équipes ?**

Lettre du cadre territorial (La), 01/2025, n° 584, p. 50-51

Tout individu s'entend plus ou moins bien avec d'autres. Le manager n'y échappe pas. Et quand l'amitié avec un agent qu'il encadre le guette, la bonne posture managériale s'impose.

### **L'absentéisme (et ses remèdes) concerne aussi les cadres territoriaux**

Lettre du cadre territorial (La), 01/2025, n° 584, p. 54-55

Usure professionnelle, pression des élus, plafond de verre professionnel, les managers territoriaux n'échappent pas au phénomène de l'absentéisme.

Les pistes d'amélioration existent, mais nécessitent un travail de diagnostic.

### **Manager : le statut ne fait-il (vraiment) plus rêver les jeunes générations ?**

Welcometothejungle.com, 18/12/2024

<https://www.welcometothejungle.com/fr/articles/jeunes-generations-vraiment-refractaires->

On l'entend à toutes les sauces : les jeunes générations ne souhaiteraient plus du tout manager.

Mais à rebours des clichés, une étude récente semble proposer une lecture plus nuancée de cette tendance. S'ils ne fuient pas les responsabilités managériales, les jeunes se proposent, en revanche, d'en redéfinir la fonction.

### **Temps de travail des agents : l'application des 1.607 heures progresse encore**

Banquedesterritoires.fr, 13/12/2024

<https://www.banquedesterritoires.fr/temps-de-travail-des-agents-lapplication-des-1607->

Selon un rapport sénatorial, les collectivités sont plus nombreuses à respecter l'obligation pour les agents de travailler 1.607 heures annuellement.

[Retour sommaire](#)

**Qu'est-ce qu'un bon manager ?**, 09/12/2024, 22 mn

<https://courriercadres.com/30-good-job-quest-ce-quun-bon-manager/>

Alors que 40 % des salariés français estiment que leur manager a déjà été un frein à leur carrière, cette fonction est de plus en plus complexe à endosser. Quelles sont les qualités et les compétences indispensables pour bien manager ? Quelle place pour la gentillesse, la bienveillance et l'exemplarité ? Parce que qu'il n'est pas forcément évident de définir ce qui fait un bon manager, pour tenter d'en devenir un soi-même, découvrez l'éclairage d'une experte en management : Isabelle Barth, conférencière, chercheuse, professeure et autrice du livre *La kakistocratie ou le pouvoir des pires* (ems).

**Gestion de la colère et des conflits au travail : comment retrouver des relations apaisées ?**

Courrier cadres, 05/12/2024

<https://courriercadres.com/des-petites-coleres-aux-grands-conflits-en-entreprise-comment->

Dans un environnement professionnel où les tensions peuvent rapidement dégénérer, comprendre et gérer la colère devient essentiel. Clément Bergon et Marjorie Danna, experts en management et en gestion de conflits, mettent en lumière les mécanismes de cette émotion complexe, ses origines et ses conséquences. Communication non-violente, rituels d'échange et feedbacks constructifs. . . Voici autant d'outils pour créer des relations plus solides et éviter que frustrations ou malaises ne deviennent de véritables bombes à retardement dans votre équipe.

**La fatigue informationnelle : une nouvelle forme de pénibilité au travail** / BOULONNE Sébastien, GAULT Guenaëlle, MEDIONI David

Fondation Jean Jaurès, Arte, 12/2024, 20 p.

<https://www.jean-jaures.org/publication/la-fatigue-informationnelle-une-nouvelle-forme->

Avec le développement des technologies numériques, une « fatigue informationnelle » émerge chez les actifs qui font face à un trop-plein d'informations. Quelles en sont les conséquences sur leur façon de vivre leur travail ? S'appuyant sur la deuxième vague de l'enquête sur la fatigue informationnelle, Sébastien Boulonne, Guénaëlle Gault et David Médioni montrent qu'il est urgent de repenser collectivement nos méthodes de travail et notre définition même du progrès et du bien-être professionnel.

**Retour sur le séminaire « Intelligence artificielle de quoi parle-t-on ? Quels enjeux pour les milieux de travail »**

Agence nationale pour l'amélioration des conditions de travail, 27/11/2024

<https://www.anact.fr/retour-sur-le-seminaire-intelligence-artificielle-de-quoi-parle->

L'intégration de l'IA dans les entreprises bouleverse profondément le monde du travail. Au-delà de la question des emplois, elle soulève des interrogations sur le contenu des tâches, les conditions de travail et les relations sociales. Un cycle de séminaires organisé d'octobre 2024 à février 2025 par l'Anact avec l'appui de l'Organisation Internationale du Travail propose l'éclairage de différents experts français et internationaux.

## Outre-Mer

**En outre-mer, les nouveaux contrats de ville seront-ils à la hauteur ?**

Lagazettedescommunes.com, 14/01/2025

<https://www.lagazettedescommunes.com/964755/en-outre-mer-les-nouveaux-contrats->

Deux ans après la métropole, l'outre-mer connaît depuis peu la liste de ses quartiers prioritaires de la politique de la ville. Les acteurs locaux abordent désormais l'élaboration des nouveaux contrats de ville, tout en se demandant comment soutenir les secteurs qui n'ont pas été retenus et qui, pourtant, souffrent d'une pauvreté croissante.

**Cherté de la vie en Outre-mer : la responsabilité de l'octroi de mer serait finalement très limitée**

Maire-info.com, 10/01/2025

<https://www.maire-info.com/outre-mer/cherte-la-vie-en-outre-mer-la-responsabilite-octroi-mer>

« Le niveau élevé des prix dans les départements ultramarins est souvent d'abord la conséquence de monopoles ou d'oligopoles », selon une étude de l'AMF et de l'Association des communes et collectivités ultramarines qui proposent, toutefois, des « ajustements » pour améliorer cette taxe souvent décriée.

[↩ Retour sommaire](#)

**A la Réunion, la justice saturée par les violences intrafamiliales** / GUIBERT Nathalie, TALPIN Jérôme

Monde (Le), 09/01/2025, n° 24890, p. 10

L'île est le deuxième département de France le plus touché par le phénomène. La chaîne judiciaire a sonné la mobilisation générale.

**Ce que contient le projet de loi d'urgence pour Mayotte**

Maire-info.com, 09/01/2025

<https://www.maire-info.com/mayotte/ce-que-contient-projet-loi-durgence-pour-mayotte-article-29267>

Le ministre des Outre-mer, Manuel Valls, a présenté hier en Conseil des ministres « le projet de loi d'urgence pour Mayotte », dont l'examen débutera dès la semaine prochaine à l'Assemblée nationale. Il s'agit du deuxième élément d'une fusée à trois étages, a expliqué le ministre.

**A la réunion, une économie au défi de l'ouverture** / GUIBERT Nathalie, TALPIN Jérôme

Monde (Le), 08/01/2025, n° 24889, p. 9

Le territoire importe une partie importante de sa consommation et vit avec 7,1 milliards d'euros de transferts de l'Etat chaque année.

**A la Réunion, des élus face à l'héritage des figures du passé** / GUIBERT Nathalie, TALPIN Jérôme

Monde (Le), 07/01/2025, n° 24888, p. 14

Loin de Michel Debré et Paul Vergès, les dirigeants politiques réunionnais sont bien en peine de s'entendre sur un projet d'avenir.

**Mayotte : la catastrophe, vue par les maires**

Maire-info.com, 07/01/2025

<https://www.maire-info.com/mayotte/mayotte-la-catastrophe-vue-par-les-maires-article-29259>

Après le passage dévastateur de Chido, l'Association des maires de France et des présidents d'intercommunalité a maintenu un contact régulier avec les élus mahorais. Ils racontent les défis auxquels ils ont dû faire face juste après la catastrophe et font remonter à l'AMF les besoins urgents des communes.

**Nouvelle-Calédonie : la chute du gouvernement indépendantiste fragilisera-t-elle la reprise du dialogue ?**

TheConversation.com, 06/01/2025

<https://theconversation.com/nouvelle-caledonie-la-chute-du-gouvernement-independantiste>

Près de 8 mois après le début d'émeutes insurrectionnelles en Nouvelle-Calédonie, l'archipel s'apprête à se doter d'un nouveau gouvernement mardi 7 janvier 2024. Selon toute vraisemblance, les non-indépendantistes devraient l'emporter. Au détriment de la reprise du dialogue ?

**A La Réunion, le vivre-ensemble mis à l'épreuve [Dossier]** / COSNARD Denis, TALPIN Jérôme, GUIBERT Nathalie

Monde (Le), 06/01/2025, n° 24887, p. 8-9

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/01/04/a-la-reunion-la-crise-a-mayotte->

L'île cultive avec application son exception multiculturelle, mais le racisme contre les Mahorais réveille les douleurs d'une société marquée par les difficultés.

En effet, depuis le cyclone Chido, l'île de La Réunion s'alarme de la venue de mineurs délaissés. De son côté, l'exécutif espère relancer une économie mal en point en exemptant les entreprises de taxes à Mayotte.

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/01/04/des-elus-reunionnais-inquiets->

<https://www.lemonde.fr/politique/article/2025/01/04/mayotte-devrait-bientot-devenir->

[↩ Retour sommaire](#)

### **Mayotte : comprendre le piège identitaire et la montée en puissance du Rassemblement national**

TheConversation.com, 05/01/2025

<https://theconversation.com/mayotte-comprendre-le-piege-identitaire-et-la-montee->

Le cyclone Chido a révélé l'extrême vulnérabilité de Mayotte, frappée par de multiples crises sanitaires et sociales ces dernières années. Les tensions accumulées sont redoublées par la défiance de nombreux Mahorais envers les immigrés venus des Comores et du continent africain. Une situation qui n'est pas sans lien avec l'explosion du vote Rassemblement national, passé de 2 % des suffrages en 2012 à 42 % en 2022. Marine Le Pen se rend sur l'île ce dimanche 5 janvier.

### **Mayotte : les spécificités de l'archipel en 8 questions**

Vie-publique.fr, 03/01/2025

<https://www.vie-publique.fr/questions-reponses/289198-mayotte-les-specificites->

L'archipel de Mayotte est le 101e département français. Quand est-il devenu français ? Comment s'est déroulée la départementalisation de cette collectivité ? Quelle est la situation locale ? Après le cyclone Chido, quelles sont les mesures prises par l'État ? Vie publique fait le point en huit questions.

### **À Mayotte, les évacuations sanitaires sont un maillon essentiel de l'accès aux soins**

TheConversation.com, 22/12/2024

<https://theconversation.com/a-mayotte-les-evacuations-sanitaires-sont-un-maillon->

La situation sanitaire à Mayotte après le passage du cyclone Chido met en lumière les grandes vulnérabilités du système de soin sur l'île. Ainsi, même hors situations d'urgence, le dispositif d'évacuations sanitaires français EVASAN tente de suppléer au manque criant de structures de soin et de personnel médical dans ce département français pour assurer l'accès aux soins de la population.

### **Finances publiques : la situation des Antilles-Guyane s'améliore mais reste fragile**

Francetvinfo.fr, 22/12/2024

<https://la1ere.francetvinfo.fr/guadeloupe/finances-publiques-la-situation-des-antilles-guyane-s->

La Chambre Régionale des Comptes (CRC) a rendu publique, le 18 décembre dernier, une synthèse sur la situation financière des collectivités territoriales de la Guadeloupe, de la Martinique et de la Guyane. Ces collectivités ont connu "entre 2017 et 2023 une amélioration de leur situation financière" même si elles comportent encore des "zones de fragilité".

### **Guadeloupe-Martinique : Les sargasses, une menace venue du triangle des Bermudes**

Libération, 20/12/2024, n° 13516, p. 16-17

Sous l'œil inquiet des scientifiques, les algues brunes qui prolifèrent dans les Antilles dégagent des gaz nocifs pour l'environnement et la santé des habitants. Le phénomène pourrait être classé catastrophe naturelle.

### **Mayotte : histoire coloniale, fractures sociales et désastre environnemental**

TheConversation.com, 20/12/2024

<https://theconversation.com/mayotte-histoire-coloniale-fractures-sociales-et-desastre->

Mayotte, petite île de l'océan Indien, symbolise à elle seule la collision brutale entre histoire coloniale, fractures sociales et désastres environnementaux. Département français depuis 2011, elle est un territoire en crise, où la misère humaine et les catastrophes naturelles s'entrelacent dans une spirale infernale. Les événements récents – séismes, tornades, montée des eaux – ne sont que la face visible d'un effondrement plus global. Ils révèlent une vulnérabilité accumulée sur des décennies, amplifiée par des promesses non tenues, des inégalités criantes et une gestion déconnectée des réalités locales.

[↩ Retour sommaire](#)

### **Mayotte : une urbanisation à repenser**

TheConversation.com, 20/12/2024

<https://theconversation.com/mayotte-une-urbanisation-a-repenser>

Le 14 décembre 2024, Mayotte a été balayée par le cyclone tropical Chido, avec un bilan humain encore difficile à estimer. Cette catastrophe naturelle ne peut être dissociée de vulnérabilités liées à l'organisation sociale. Les facteurs de risques liés à l'explosion démographique et à une urbanisation désordonnée doivent être analysés pour mieux penser la reconstruction. Le président Macron a annoncé une loi spéciale et affirme ne plus vouloir de bidonvilles. Sa méthode est-elle la bonne ?

### **Mayotte : les politiques d'exclusion ont-elles alourdi le bilan du cyclone ?**

TheConversation.com, 17/12/2024

<https://theconversation.com/mayotte-les-politiques-dexclusion-ont-elles-alourdi-le-bilan->

Samedi 14 décembre, un cyclone est passé sur l'île de Mayotte, département français de l'océan Indien. Habitations, bâtiments publics, réseau d'eau, aéroport, hôpital, routes : rien n'a résisté aux vents qui ont dépassé les 200 km/h. Les images de quartiers entièrement détruits font craindre des pertes humaines particulièrement lourdes. Cette crise majeure se déroule sur un territoire qui, bien avant le passage de Chido, accumulait de nombreuses vulnérabilités et de lourdes défaillances de l'État.

### **Gestion de l'eau : les élus ultramarins veulent des crédits pour agir / BRIVET Xavier**

Maires de France, 12/2024, n° 429, p. 22

Confrontés à la vétusté des réseaux et au réchauffement climatique, les maires demandent à l'État de soutenir leurs efforts.

### **Les impacts de l'évolution culturelle et alimentaire sur l'obésité en Polynésie française**

Environnement, risques & santé, 11/2024, n° 6, p. 331-344

<https://shs.cairn.info/revue-environnement-risques-et-sante?lang=fr>

Cet article examine l'impact de l'évolution culturelle et alimentaire sur l'obésité en Polynésie française. Il met en lumière les transformations socioculturelles et économiques ayant modifié les habitudes alimentaires de la population, favorisant la prévalence élevée d'obésité et de troubles métaboliques associés. L'arrivée des Européens et la colonisation ont introduit des modèles de consommation occidentaux, des normes sociales différentes et une économie monétaire, entraînant une transition rapide vers un mode de vie sédentaire. Cette transition a été exacerbée par l'importation massive de produits alimentaires transformés de faible qualité nutritionnelle, amplifiant l'épidémie d'obésité. La lutte contre l'obésité en Polynésie française nécessite une approche multidimensionnelle, coordonnant les interventions médicales, éducatives et politiques pour prévenir et gérer cette condition. Les défis politiques et économiques doivent être surmontés pour promouvoir des politiques de santé publique efficaces et durablement bénéfiques pour la population.

### **Référentiel des coûts du service public de gestion des déchets dans les DROM-COM. Données 2019**

ADEME, 2024, 53 p.

<https://librairie.ademe.fr/economie-circulaire-et-dechets/7832-referentiel-des-couts->

L'ADEME réalise des référentiels sur le coût et le financement des services déchets des collectivités, grâce à la « matrice des coûts », cadre de référence standard national. Ce rapport est le premier entièrement dédié aux DROM-COM, basé sur 51 matrices 2019, dont pour la première fois des matrices de Nouvelle-Calédonie et Polynésie française. Les données sont présentées pour le total de l'ensemble des flux, puis flux par flux : ordures ménagères résiduelles, emballages verre, papiers et emballages hors verre, encombrants hors déchèterie, déchets verts hors déchèteries, déchèteries. Les valeurs sont présentées en euros et en francs Pacifique. Des graphiques en nuages de point permettent de situer les collectivités parmi la dispersion des valeurs.

[↩ Retour sommaire](#)

## Sciences Humaines/Société

### Que devient le travail intellectuel ? [Dossier]

Esprit, 01/2025, n° 517-518, p. 35-116

La distinction entre ceux qui conçoivent et ceux qui font a implicitement hiérarchisé l'organisation sociale à travers les siècles, conférant une valeur spécifique au travail intellectuel. Mais que valent encore ces hiérarchies dans des sociétés où la majorité des emplois relève du travail intellectuel, où l'intelligence artificielle se développe à grande vitesse et où les libertés de pensée et d'expression sont volontiers contestées ? C'est à ces questions que veut contribuer ce dossier, coordonné par Anne Dujin et Emmanuel Laurentin, pour défendre la fonction civique du travail intellectuel, qui tente de donner sens à un devenir commun.

### « La société est moins polarisée qu'on ne le pense »

Ouest-France, 21/12/2024, p. 5

« Archipélisation », « individualisme »... Après la « fatigue informationnelle », Guénaëlle Gault et David Medioni se penchent sur des concepts qui ont cours dans le débat public. Et peuvent l'empêcher de progresser.

## Sécurité civile et publique



### Nantes crée son propre concours pour attirer de nouveaux policiers municipaux

Lalettredesterritoires.fr, 02/01/2025

<https://www.lettreducadre.fr/article/nantes-cree-son-propre-concours-pour-attirer->

La pénurie de policiers municipaux est nationale. Pour y remédier, la ville de Nantes a organisé en juin dernier ses propres sessions de recrutement. Un dispositif complet a été mis en place pour assurer des embauches de qualité.

### Qu'est-ce que l'état de « calamité naturelle » qui vient d'être déclaré, pour la première fois, à Mayotte ?

Maire-info.com, 19/12/2024

<https://www.maire-info.com/mayotte/quest-ce-que-etat-calamite-naturelle-qui-vient->

Le gouvernement a activé hier un dispositif nouveau, issu de la loi 3DS, qui ne crée pas de nouvelles dérogations au droit commun mais permet, en cas de catastrophe, d'activer celles-ci plus facilement et en une seule fois. Explications.

### Un DGS peut-il mener l'entretien annuel d'évaluation d'un chef de service de police municipale ?

Lagazettedescommunes.com – Club prévention sécurité, 19/12/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/928883/un-dgs-peut-il-mener-lentretien-annuel->

La libre administration des collectivités territoriales leur offre de la souplesse dans leur organisation interne. Cependant, des règles s'imposent, par exemple sur la possibilité pour un directeur général des services (DGS) d'assurer l'entretien annuel d'évaluation d'un chef de service de police municipale. L'éclairage de Géraldine Bovi-Hosy, juriste.

### Les services départementaux d'incendie et de secours [Dossier]

Actualité Juridique. Collectivités Territoriales, 12/2024, n° 12, p. 653-671

- La fragilisation du modèle des services départementaux d'incendie et de secours : missions et financements, par Laurent Derboulles
- Temps de travail des sapeurs- pompiers : une histoire sans fin par Nathalie Kaczmarczyk
- Courage et dévouement : la discipline à la lumière des valeurs portées par les sapeurs-pompiers, par Aurélie Aveline
- La responsabilité administrative des services départementaux d'incendie et de secours, par Pierre Tifine
- Focus sur le patrimoine des SDIS, par Nathalie Bettio

[Retour sommaire](#)

## Services techniques et transitions écologiques



### **Une électricité solaire à prix fixe et produite localement**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 38

A Valenciennes métropole (Nord) 35 communes 192 100 hab.

La collectivité ouvre aux acteurs économiques du territoire la possibilité d'acheter à prix fixe les électrons qu'elle produit.

### **Contre le climato-scepticisme, un nouveau rôle pour les DGS**

lettreducadre.fr, 06/01/2025

<https://www.lettreducadre.fr/article/contre-le-climato-scepticisme-un-nouveau-role-pour-les-dgs.54870>

Plus la chaleur monte, mieux le déni se porte. À l'heure où la population comme les élus doutent de plus en plus du réchauffement climatique et de ses causes humaines, celles et ceux qui dirigent les collectivités ne peuvent plus se contenter de gérer de timides politiques d'adaptation.

### **Près de 30% des ponts des communes ont des défauts structurels, selon l'Observatoire national de la route**

Weka.fr, 31/12/2024

<https://www.weka.fr/actualite/urbanisme/article/pres-de-30-des-ponts-des-communes->

État, départements, métropoles, bloc communal... Le rapport 2024 de l'Observatoire national de la route montre une photographie de l'état des ponts en fonction des gestionnaires. La situation est peu réjouissante.

### **Environnement : Nantes se montre ambitieuse pour sa nouvelle piscine**

Lagazettedescommunes.com – Club Acteurs du sport, 19/12/2024

<https://www.lagazettedescommunes.com/962149/environnement-nantes-se-montre->

C'est vraisemblablement l'un des plus importants programmes de centre aquatique des prochaines années, en France. Nantes Métropole investit 52 millions d'euros pour sa future piscine olympique métropolitaine. Avec de fortes ambitions énergétiques et environnementales.

### **Face au déclin de la nature, le « GIEC de la biodiversité » appelle à des transformations systémiques et profondes / MOUTERDE Perrine**

Lemonde.fr, 18/12/2024

<https://www.lemonde.fr/planete/article/2024/12/18/face-au-declin-de-la-nature-le-giec->

Alors que les efforts actuels en faveur de la biodiversité ne parviennent pas à enrayer son déclin, un rapport de l'IPBES décrit des stratégies pour mettre en œuvre des « changements transformateurs ».

<https://ipbes.canto.de/pdfviewer/viewer/viewer.html>

### **Eau et assainissement : L'interco reste coincée dans les tuyaux [Dossier]**

lettreducadre.fr, 18/12/2024

<https://www.lettreducadre.fr/article/eau-et-assainissement-l-interco-reste-coincee-dans-le-tuyau.54851>

C'est fait, ceux qui ne voulaient pas d'une intercommunalisation obligatoire de la compétence eau ont gagné. Mais à quel prix ? Celui, sans doute, à l'heure d'une raréfaction de la ressource et d'un mur d'investissement toujours plus haut.

### **Luttes citoyennes et gestion internationale de l'eau (3/3)**

Vie publique, 18/12/2024, 10 mn 20

<https://www.vie-publique.fr/podcast/296631-luttes-citoyennes-et-gestion-internationale->

Quelles sont les conséquences de la raréfaction de l'eau pour les populations qui en sont victimes ? De quelle manière les différentes crises et les mobilisations citoyennes ont-elles conduit à repenser notre rapport à la ressource ? Comment s'organise la gouvernance de l'eau à l'échelle internationale ? Quelles sont les principales règles définies par le droit international concernant l'eau ?

[↩ Retour sommaire](#)

### **Après la chasse aux boules, gare au mercure !**

Techni.cités, 12/2024, n° 378, p. 36-37

Nuisibles à la biodiversité, les lampadaires boules seront interdits à compter du 1er janvier 2025. A priori, ce rendez-vous ne semble pas poser trop de problème. En revanche, celui de 2027 sur les lampes à sodium est en embuscade avec des financements à la baisse.



### **SOS Ponts, une aide à la gestion des ouvrages d'art**

Techni.cités, 12/2024, n° 378, p. 30-32

Pilote du programme national ponts, le Cerema a également conçu le service SOS Ponts pour aider les collectivités peu dotées en ingénierie dans leurs processus de diagnostic et de réparation.

### **Mutualiser déchets et propreté [Dossier]**

Techni.cités, 12/2024, n° 378, p. 17-22

Au sommaire :

- Endosser une nouvelle compétence
- Choisir et implanter stratégiquement le matériel de collecte
- Accompagner les organisateurs de festivals pour un meilleur tri des déchets
- Entretien avec Jean-Claude Lemasson, vice-président délégué à la proximité, Nantes Métropole

### **Transition énergétique et compétition entre technologies vertes - Le cas de l'hydrogène décarboné dans la mobilité / MICHAUX Valéry**

Revue française de gestion, 11/2024, n° 319, p. 115-141

Cet article explore les défis et les difficultés de la transition énergétique, analysant pourquoi et comment les technologies vertes parviennent – ou échouent – à remplacer les énergies fossiles. Cette question, étudiée à travers une recherche longitudinale menée sur près de 10 ans (2015-2024), porte sur l'hydrogène vert ou décarboné dans le domaine de la mobilité. Cet article ouvre la voie à des applications concrètes en matière de veille stratégique et technologique et de scénarios prospectifs, tout en apportant un éclairage novateur sur la transition énergétique et la notion peu explorée de « technologie perpétuellement émergente ».

### **Les représentations sociales du changement climatique - 25ème vague du baromètre - L'opinion des Français et des élus locaux**

Ademe.fr, 11/2024

<https://bibliothèque.ademe.fr/changement-climatique/7728-les-representations-sociales->

Depuis 2000, l'ADEME conduit une enquête administrée chaque année auprès d'échantillons représentatifs de la population Française permettant de dresser un tableau des représentations sociales du changement climatique et de leurs évolutions. Chaque année, l'enquête est également réalisée auprès d'un sur-échantillon cible. Cette année il a porté sur les élus locaux qui avaient déjà été interrogés en 2019.

Le rapport de l'année dernière avait fait état d'une certaine stagnation de la sensibilité du public, voire d'un certain scepticisme quant aux causes et aux conséquences du changement climatique. Cette tendance se confirme cette année. Dans le même temps, la propension personnelle à agir pour réduire les émissions de gaz à effet de serre tend à fléchir. Ces évolutions s'accompagnent d'une progression sensible de la demande de politiques publiques de lutte contre l'effet de serre. Concernant les élus locaux, on observe une aggravation du pessimisme quant aux conséquences concrètes du changement climatique dans les territoires, qui conduit la majorité des élus interrogés à ressentir la nécessité urgente de politiques d'adaptation. Pour mener à bien de telles politiques, la question du financement vient en tête de leurs préoccupations.



### **"planification-ecologique.fr : faciliter les coopérations pour accélérer les transitions" [Entretien]**

Zepros Territorial, 11/2024, n° 44, p. 42

Pour Nicolas Haslé, président du SCoT des territoires du Grand Vendômois, et Nicolas Thouvenin, directeur de France Climat, concepteur de planification-ecologique.fr, l'urgence vitale de ne plus rester chacun dans son coin.

<https://planification-ecologique.fr/>

[Retour sommaire](#)

**Le nudging pour gérer la politique des déchets dans une collectivité territoriale /** MECHIN DELABARRE Aude, ALEXANDRE BOURHIS Nathalie  
Politiques et management public, 2024, n° 41, p. 413-423  
<https://shs.cairn.info/revue-politiques-et-management-public-2024-4-page-413>

Si la gestion des déchets ménagers et assimilés (DMA) est une préoccupation centrale des pouvoirs publics, l'optimisation de la collecte et du tri pose des problèmes spécifiques quand il s'agit de territoires touristiques. En 2020, le défi, a été pour les responsables territoriaux de traiter une quantité de déchets hors norme sur une longue période dans un contexte de crise sanitaire. En effet, l'une des conséquences du confinement a été l'afflux, dans de nombreuses régions françaises, de résidents secondaires, de bi-résidents, de télétravailleurs et de touristes. S'appuyant sur les apports de l'économie comportementale, certaines collectivités territoriales, à l'image de celle étudiée, avaient déjà mis en place des nudges pour renforcer une politique essentiellement axée sur l'information et la coercition. Misant sur l'incitation douce, ces moyens d'action permettent d'encourager les comportements vertueux des usagers vis-à-vis des DMA sans les contraindre. Grâce à une étude longitudinale, cet article analyse les conditions de mise en œuvre de ces instruments d'action par une organisation publique confrontée à la crise de la Covid-19, notamment celle, peu étudiée par la littérature, de la participation des acteurs au processus de nudging. En effet, il s'agit de promouvoir une ouverture d'esprit vis-à-vis des politiques publiques innovantes fondées sur les sciences comportementales.

## Social/Santé

### **Domicile, Ehpad. . . Comment mettre un terme à la maltraitance des personnes âgées**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 13/01/2025, n° 2748, p. 6-8  
<https://www.lagazettedescommunes.com/963621/comment-en-finir-avec-la-maltraitance>

Maltraitance institutionnelle, violences sur des personnes vulnérables. . . A domicile ou en Ehpad, les signalements sont nombreux. En cause : le manque de personnel, de formations, et une approche sanitaire infantilisante.

### **Les pratiques d'avortement 50 ans après la loi Veil**

TheConversation.com, 09/01/2025

<https://theconversation.com/les-pratiques-davortement-50-ans-apres-la-loi-veil-246285>

Après le vote de la loi Veil, qui a dépénalisé l'avortement le 17 janvier 1975, le cadre a progressivement été assoupli avec l'allongement du délai légal, la diffusion de la méthode médicamenteuse et la possibilité pour les sages-femmes de pratiquer cet acte. Quelle est la fréquence des IVG aujourd'hui en France et quelles sont les méthodes utilisées ? Existe-t-il des différences d'un département à l'autre ?



### **Bien manger sans se ruiner : un village expérimente la Sécurité sociale de l'alimentation /**

BOURLET Sophie, VINCHON Thimothée

Reporterre.net, 09/01/2025

<https://reporterre.net/Bien-manger-sans-se-ruiner-un-village-experimente-la-securite-sociale>

Un village du Vaucluse, Cadenet, imagine comment garantir l'accès à une nourriture de qualité pour tous. Une proposition de loi pour élargir l'expérience a été déposée.



### **Afigese (4/5) - Une fresque montre l'implication de chaque service dans les politiques publiques de santé**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 42

<https://www.lagazettedescommunes.com/962266/une-fresque-montre-limplication>

Une démarche de sensibilisation inédite a permis aux agents de prendre conscience que tous les services agissaient pour la santé.

[↩ Retour sommaire](#)



### **Inclusion : Droit, santé, culture. . . vers un référentiel handi-accueillant**

Gazette des communes, des départements, des régions (La), 06/01/2025, n° 2747, p. 38

<https://www.lagazettedescommunes.com/962655/droit-sante-culture-vers-un-referentiel->

CA Lorient agglo (Morbihan) 25 communes 207 000 hab.

Forte de son expérience, l'agglomération veut créer un référentiel territorial handi-accueillant à l'attention des autres collectivités.

### **La nature, ce poumon vert qui dope notre santé / ROSIER Florence**

Lemonde.fr, 06/01/2025

<https://www.lemonde.fr/sciences/article/2025/01/06/la-nature-ce-poumon-vert-qui-dope->

Alors que plus de 55 % des humains vivent en ville, renouer les liens distendus avec la verdure est un puissant levier d'amélioration de notre santé : baisse de la mortalité, des marqueurs d'inflammation et de l'adiposité des enfants, vertus antistress. . . Tour d'horizon des études qui pourraient inspirer d'ambitieuses politiques de verdissement urbain.

### **Entrée en vigueur du service public de la petite enfance, dans un contexte de crise du secteur**

Lemonde.fr, 01/01/2025

<https://www.lemonde.fr/societe/article/2025/01/01/entree-en-vigueur-du-service-public>

Depuis mercredi 1<sup>er</sup> janvier, il incombe aux communes d'organiser l'offre d'accueil des enfants de moins de 3 ans sur leur territoire. Si l'entrée en vigueur de ce nouveau service public est saluée, des incertitudes demeurent, tout comme des questions sur la place des crèches privées.

### **Des solutions innovantes pour les acteurs de l'enfance protégée. Une approche écosystémique qui peut changer la donne. / SICHEL Olivier**

Caisse des dépôts et consignations, 01/2025, 87 p.

<https://www.caissedesdepots.fr/actualites/20-propositions-pour-transformer-secteur->

En concertation avec les principaux acteurs de l'écosystème, les 20 mesures préconisées par le rapport répondent à 4 objectifs :

Rénover et développer l'immobilier de l'enfance protégée. Avec une augmentation très importante du nombre de jeunes accueillis par les services de l'ASE (+ 46 % entre 1996 et 2022), le parc immobilier de l'enfance protégée est insuffisant et partiellement adapté. Sa remise à niveau nécessiterait de 1,4 Md€ à 2,4 Md€ ;

Lutter contre la pénurie de professionnels de l'ASE via la formation initiale et continue : le rapport propose 6 mesures pour contribuer à l'attractivité des métiers de l'enfance protégée ;

Mettre en place des services numériques structurants pour le secteur de l'enfance protégée via notamment une application\* qui rassemble des informations sur différentes démarches (carte vitale, permis de conduite, demande de logement social) ;

Renforcer l'accès aux droits des jeunes de l'ASE : le rapport met en avant 5 mesures pour mieux répondre à leurs possibles difficultés scolaires, leur faciliter l'accès à l'emploi, au logement et aux soins.

### **Pauvreté et conditions de vie des jeunes dans le monde rural : Comment adapter les réponses institutionnelles ? / DJATAOU Noor-Yasmin, FURNON PETRESCU Hélène, SEILER Carine**

Inspection générale des affaires sociales, 01/2025

<https://www.igas.gouv.fr/pauvrete-et-conditions-de-vie-des-jeunes-dans-le-monde-rural->

La mission apporte un éclairage sur la pauvreté des jeunes ruraux de 16 à 29 ans, leurs conditions de vie et analyse leurs facteurs spécifiques de fragilité au regard de ceux de l'ensemble de la jeunesse.

### **Trouble dans la santé mentale / EHRENBURG Alain, JAUFFRET ROUSTIDE Marie, TINLAND Aurélie**

Esprit, 12/2024, n° 516, p. 29-98

<https://esprit.presse.fr/tous-les-numeros/trouble-dans-la-sante-mentale/936>

La santé mentale a été promue cause nationale pour 2025. Sans prétendre résoudre la crise de la psychiatrie, cela signale que la santé mentale est un enjeu majeur de santé publique et qu'elle constitue désormais le langage dans lequel nous exprimons nos difficultés sociales. Dans cette perspective, le dossier, coordonné par Alain Ehrenberg, Marie Jauffret-Roustide et Aurélie Tinland, analyse les recompositions contemporaines des troubles psychiques et des pratiques thérapeutiques.

[↩ Retour sommaire](#)

**Handicap : l'accessibilité et l'inclusion inachevée [dossier]** / ADERNO Alexandra, WILHEM Jalil  
Courrier des maires et des élus locaux (Le), 12/2024, n° 380, p. 26-56

Au sommaire :

- L'accessibilité en progrès, l'inclusion en chantier
- Trop d'espaces publics inhospitaliers
- Évreux (27), 47 300 habitants : un grenelle pour penser en amont les travaux
- Sans l'usage, à quoi sert la norme ?
- Le logement adapté, une quête ardue et un graal trop souvent inaccessible
- Rennes métropole (35), 43 communes : le programme de l'habitat rennais se penche sur les handicaps sensoriels et psychiques
- École inclusive : les communes à la peine
- Emploi privé : quand on veut, on peut !
- 20 ans après la loi, comment redonner du souffle aux politiques du handicap ?
- "La dualisation du handicap s'étend, avec des politiques à deux vitesses" : entretien avec Pierre-Yves Baudot, professeur des universités en sociologie à l'Université Paris-Dauphine
- Établissements recevant du public et accessibilité : le rôle des collectivités
- La trop lente prise en compte du handicap dans les mobilités
- L'accessibilité de la voirie et des espaces publics s'impose en agglomération. . . au sens du code de la route [jurisprudence]
- Développer l'offre parasportive sur son territoire [fiche pratique]
- Cap emploi, pour recruter et maintenir en activités les agents handicapés
- Comment accueillir au mieux les personnes handicapées vieillissantes
- L'accessibilité contrariée

### **Le temps en petite enfance [Dossier]**

Métiers de la petite enfance, 12/2024, n° 336, p. 9-22

Au sommaire :

- Le temps en question
- "Aujourd'hui c'est demain ?" - Le temps dans le développement de l'enfant
- A la recherche du temps retrouvé de l'enfance
- Ce n'est pas le temps qui est important, mais ce que l'on en fait
- Le travail sans horloge en crèche

### **Quartiers « riches », quartiers « pauvres » : une carte pour savoir si votre ville est particulièrement inégalitaire**

Lemonde.fr, 26/11/2024

<https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2024/11/26/quartiers-riches-quartiers-pauvres->

A partir de données nouvelles de l'Insee permettant de visualiser les poches de richesse et celles de pauvreté, nous avons dressé le profil de 59 grandes agglomérations.

Pour la première fois, l'institut a cartographié les poches de richesse et de pauvreté dans toutes les unités urbaines de plus de 10 000 habitants, et a identifié 2 300 quartiers, particulièrement « modestes » ou « aisés », regroupant 11 millions de personnes. Cette approche géographique est novatrice, même si elle ne permet pas l'analyse des nombreux quartiers intermédiaires, appréhendés par d'autres études, comme celle de l'Apur pour le Grand Paris.



## Pour aller plus loin...

### Sites internet

#### **démocratieS, le média critique de la participation**

« Le média démocratieS a été créé en 2023 sous l'impulsion de l'ICPC, Institut de la Concertation et de la Participation Citoyenne, avec des partenaires associatifs et publics. Nous pensons que la démocratie est au cœur des autres sujets, que son état et sa vivacité détermineront les transitions à venir... »

<https://democraties.media/>

#### **Bibliothèque des Initiatives RH**

Les initiatives RH, sélectionnées par la DGAFP, font l'objet de fiches détaillées, décrivant le projet et sa genèse, les difficultés rencontrées et les moyens mis en œuvre. Les documents de travail (cahier des charges, calendrier des étapes, méthodologie, livrables, rapport d'évaluation, description de l'investissement mobilisé ...) sont mis à la disposition des professionnels RH afin d'être partagés et mutualisés dans un cadre inter-fonctions publiques.

[Les initiatives RH | Bibliothèque des initiatives RH \(fonction-publique.gouv.fr\)](https://fonction-publique.gouv.fr/)

#### **La Base du numérique d'intérêt général**

Qu'est-ce que La Base du numérique d'intérêt général ?

- Une base de connaissances
- Un espace de partage et d'échanges
- Un outil de présentation, de valorisation de vos productions, et de partage de votre expérience

<https://labase.anct.gouv.fr/>

#### **LABSOLU, Laboratoire d'Innovation Publique de la Région des Pays de la Loire**

propose « L'innovation publique : un guide pratique pour agir différemment »

<https://fr.calameo.com/read/002150178c5e448cf3d1d>

#### **Territoires audacieux, 2019**

Territoires-Audacieux.fr est dédié à la valorisation des initiatives à impact positif issues des collectivités publiques. Son objectif ? Mettre en lumière tous ceux qui osent, sur leur territoire, mettre en place des projets innovants....

<http://www.territoires-audacieux.fr/>

#### **Territoires conseil**

##### **Base d'expériences de la Banque des Territoires (Caisse des dépôts)**

<https://www.banquedesterritoires.fr/collectivites-epl>

#### **La 27<sup>ème</sup> Région**


<http://www.la27eregion.fr/>

**LaBase, laboratoire d'innovation publique en Nouvelle-Aquitaine**, porté par le Secrétariat Général pour les Affaires Régionales (SGAR), la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL), le Département de la Gironde et Bordeaux Métropole.

<https://www.facebook.com/LaBaseNA>

#### **M3 La prospective de la Métropole de Lyon**

<http://www.millenaire3.com>

-  Pour vous permettre d'approfondir certaines thématiques, le réseau des documentalistes du CNFPT vous propose des Lettres d'Information Documentaire mensuelles. Ces lettres, au nombre de 14, traitent des informations relatives aux différents champs de l'action publique locale

Vous avez la possibilité de vous y abonner gratuitement sur le Wikiterritorial du CNFPT en cliquant [ici](#)

[Retour sommaire](#)

*Cette Lettre d'Information Documentaire est réalisée par le réseau des documentalistes du CNFPT*

*Certains articles ne sont accessibles en ligne que sur abonnement.*

Pour toute question, vous pouvez vous adresser à l'équipe du Centre de Ressources Documentaires de l'Inset Angers en écrivant à l'adresse suivante : [documentation.insetangers@cnfpt.fr](mailto:documentation.insetangers@cnfpt.fr)

#### Bulletin documentaire

Edité par l'INSET, rue du Nid de Pie, CS 62020, 49016 Angers Cedex 1

[www.cnfpt.fr](http://www.cnfpt.fr)

Directrice de publication : **Alexa Rouez**

Responsable du centre de ressources : **Bérangère Guillet**

Conception et réalisation : **Bérangère Guillet, Marie-Christine Marchand**

Tél. : 02 41 22 41 46

© 2025 CNFPT/ INSET D'ANGERS

[Retour sommaire](#)